

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 NANTES Cedex 2

NANTES, le 16/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/01/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE

La Barillais
BP 72
44550 MONTOIR DE BRETAGNE

Références : N2-2023-035

Code AIOT : 0006301638

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/01/2023 dans l'établissement AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE implanté La Barillais BP 72 44550 MONTOIR DE BRETAGNE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE
- La Barillais BP 72 44550 MONTOIR DE BRETAGNE
- Code AIOT : 0006301638
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE est spécialisée dans la production d'azote gazeux, d'azote sous forme liquide et d'oxygène sous forme liquide. Ses activités sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 décembre 2000 et par l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 mars 2018.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- équipements sous pression,
- protection contre la foudre,
- vérification des installations électriques,
- actualisation de l'étude de dangers.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Réservoirs ALS, B40 et B50	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 13	/	Sans objet
2	Vérifications foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Vérifications des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 13/12/2000, article 9.2	/	Sans objet
4	Actualisation de l'étude de dangers	Arrêté Préfectoral du 12/03/2018, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les contrôles réglementaires liés aux réservoirs ALS, B40 et B50 (équipements sous pression), aux dispositifs de protection contre la foudre et aux installations électriques ont été réalisés. L'exploitant doit veiller à respecter rigoureusement les échéances réglementaires, notamment pour les contrôles des équipements sous pression (oubli d'inspection périodique sur le réservoir ALS). Des compléments ont été demandés concernant les contrôles foudre. Cela étant, aucun écart majeur n'a été constaté.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Réservoirs ALS, B40 et B50

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Suivi en service avec plan d'inspection : - Inspection périodique du réservoir ALS à faire avant le 01/08/2021 - Requalifications périodiques des réservoirs B40 et B50 à faire avant le 13/04/2021
Constats : La dernière inspection périodique du réservoir ALS (oxygène liquide) aurait dû être faite avant le 01/08/2021. Le jour de la visite, elle n'avait pas été réalisée. Un technicien de l'organisme habilité Bureau Veritas était sur place pour réaliser cette inspection périodique. Le compte-rendu d'inspection périodique du réservoir ALS a été transmis par l'exploitant après la visite. Il est daté du 4/01/2023. Aucun défaut ni aucune remarque n'est mentionné dans ce rapport. Il est demandé à l'exploitant de vérifier que toutes les inspections périodiques et requalifications périodiques requises par la réglementation ont bien été réalisées dans les délais attendus, et de transmettre à l'inspection des installations classées la liste des ESP mise à jour et conforme à l'article 6.III de l'arrêté ministériel du 20/11/2017. L'exploitant a présenté les attestations de requalifications périodiques des réservoirs B40 et B50, datés du 19/05/2021. Aucune non-conformité n'est mentionnée dans ces attestations. Les réservoirs ont été maintenus en service. Les marquages correspondants aux dernières requalifications périodiques sur les réservoirs B40 et B50 ne sont pas lisibles. L'exploitant a indiqué que le marquage est difficile sur les plaques en inox en raison de leur dureté. Pendant la visite, l'exploitant a demandé au technicien de Bureau Veritas de refaire ces marquages.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°2 : Vérifications foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance. La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.
Constats : L'exploitant a transmis avant la visite : <ul style="list-style-type: none">- Les rapports de vérifications des paratonnerres et parafoires du 11/05/2021 (Indelec), valant vérification complète. Ces rapports contiennent des observations. L'observation relative au paratonnerre du bâtiment boîte froide (distance de séparation entre les canalisations électriques et le conducteur de descente non indiquée dans l'étude technique foudre) nécessite une mise à jour de l'étude technique foudre. L'exploitant s'est engagé à mettre à jour l'analyse du risque foudre et l'étude technique pour traiter cette observation. L'exploitant a déclaré avoir traité toutes les autres observations. La prochaine vérification complète est programmée en avril ou en mai 2023.- Le rapport de vérification visuelle du 06/10/2022 (APAVE). Ce rapport ne contient aucune observation. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter la notice de vérification et de maintenance. Il est demandé à l'exploitant de transmettre : <ul style="list-style-type: none">- L'analyse du risque foudre et l'étude technique mises à jour,- Le rapport de la prochaine vérification complète qui sera réalisée en 2023. Ce rapport devra confirmer que les observations figurant dans le rapport de 2021 ont bien été traitées,- La notice de vérification et de maintenance.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°3 : Vérifications des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2000, article 9.2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conformes aux réglementations en vigueur. Elles doivent être entretenues en bon état et périodiquement contrôlées. Le dossier prévu à l'article 55 du décret 88-1056 du 14 novembre 1988 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques doit être maintenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats : L'exploitant a transmis avant la visite : <ul style="list-style-type: none">- Le rapport de vérification des installations électriques du 26/09/2022. Ce rapport contient 41 observations dont 18 récurrentes. L'exploitant a présenté son tableau de suivi des observations. Celles-ci sont hiérarchisées par ordre de priorité. Les observations prioritaires ont été traitées.- Le rapport de vérification électriques Q18 du 20/09/2021 (APAVE). Ce rapport conclut à l'absence de risque d'incendie ou d'explosion,- Les rapports de vérifications des installations électriques Q19 du 18/06/2021, 8/10/2021, 17/03/2022 et 13/10/2022 (APAVE). Le dernier rapport ne contient aucune observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°4 : Actualisation de l'étude de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2018, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Etude de dangers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'étude de dangers est actualisée à l'occasion de toute modification notable tel que prévu à l'article R.181-46 du code de l'environnement.
Constats : Suite aux compléments apportés à l'étude de dangers de 2015, une actualisation de cette étude a été demandée. L'exploitant s'était engagé à fournir cette actualisation au cours du second semestre 2021. Le jour de la visite, l'exploitant a déclaré avoir réalisé cette actualisation. L'étude est en cours de relecture par la direction chargée de la sécurité industrielle. La transmission de cette étude est annoncée durant le 1er trimestre 2023.
Observations : Il est demandé à l'exploitant de transmettre l'étude de dangers actualisée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet